

■ DELÉMONT-CONSEIL DE VILLE

La conseillère communale veut lire le procès-verbal avant de porter plainte

► La conseillère communale Murielle Macchi-Berdat pourrait porter plainte pour diffamation contre certains élus, après lecture du procès-verbal du Conseil de ville de Delémont de lundi soir.

► Elle s'est sentie visée par des attaques personnelles lors des débats nourris qui ont précédé la décision du législatif de retirer la capitale de la société Régio-gaz.

► Une décision que les libéraux-radicaux pourraient combattre par référendum.



Contrairement à ce qui est le cas sur cette photo prise en 2018, les visages étaient crispés lundi soir. ARCHIVES R. MEIER

«Trahison», «arrogance», «sabotage», «comportement inadmissible». Rarement des paroles aussi fortes ont été proférées dans la salle du Conseil de ville de Delémont.

Lors des discussions sur la sortie de Delémont de la société Régio-gaz SA, à la séance du législatif de lundi soir, l'hémicycle a été le théâtre d'empoignades verbales entre la

conseillère communale Murielle Macchi-Berdat, en charge de l'Énergie et des eaux, et certains conseillers de ville de droite. L'élue s'est sentie visée par «des attaques personnelles». Elle a évoqué la possibilité d'intenter une procédure pour diffamation.

Contactée hier matin, elle disait avoir passé une bonne

nuite, malgré les événements de la veille. Elle veut lire le «procès-verbal in extenso» de la séance avant de donner une suite judiciaire aux propos qui l'ont ciblée. «Je veux voir dans quel contexte ces termes ont été employés et analyser la situation à froid», indique-t-elle.

Le comportement de ces conseillers de ville ces pro-

chains jours pourrait aussi être déterminant. Elle attend «de la hauteur de leur part» et des excuses. «Si les propos diffamatoires se poursuivent au travers d'autres dossiers, s'il y a des pressions sur ma personne, les Services industriels ou le Conseil communal, ce ne sera pas toléré», avertit-elle.

Et de poursuivre: «Je suis indépendante. Je ne peux pas vivre avec ces accusations. Cela peut mettre en difficulté mon activité professionnelle. S'il y a eu diffamation, cela doit être condamné.»

Des ébrutements

Murielle Macchi-Berdat refuse avoir eu des conflits de personnes au sein du Conseil d'administration de Régio-gaz. L'atmosphère ne semble pas y avoir été toujours sereine. Mais elle ne peut pas donner de détails, devoir de fidélité oblige. «Il y a eu des propos malheureux, des diffama-

tions. Tout est consigné dans les procès-verbaux. Pour moi, tant que tout cela reste dans le Conseil d'administration, il n'y a pas de problème», assure-t-elle. Par contre, elle constate, avec regret, que les autres membres du Conseil d'administration ont laissé ébruiter des informations. «Christophe Günter et Philippe Chételat ont évoqué à la tribune des éléments qu'ils ne sont pas censés connaître.» Christophe Günter a notamment dévoilé qu'un audit avait été réalisé sur Régio-gaz.

HÜSEYİN DİNÇARSLAN

«Les maires sont très remontés»

► Pierre Chételat (PLR) a annoncé que son parti allait lancer un référendum pour combattre la décision de retirer Delémont de Régio-gaz. Il ne doute pas que les 500 signatures nécessaires seront récoltées dans les délais. Avant de se lancer dans cette action, il souhaite toutefois discuter une dernière fois avec les maires des autres communes membres de cette société, soit Courrendlin, Courroux, Courtételle et Rossemaison. Selon lui, ceux-ci «sont très remontés» et estiment que les arguments de Murielle Macchi-Berdat sont infondés.

► Ce qui dérange le libéral-radical est que la décision a été prise de quitter cette société sans consultation au préalable du Conseil de ville. «À ce propos, on ne peut pas invoquer le devoir de fidélité», note-t-il. Le conseiller de ville ne conteste pas tant le divorce avec Régio-gaz. Mais il aurait aimé qu'une tentative de réconciliation soit menée. HD